

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

DU 17 AVRIL 2025

EXERCICE 2024



Rapport Financier – Exercice 2024



présenté par **Monsieur Odet TRIQUET**
Trésorier de la F.N.C.A.

A l'Assemblée générale ordinaire du 17 avril 2025

Le présent rapport a pour objet de présenter à l'Assemblée générale de la Fédération Nationale du Crédit Agricole les comptes de l'exercice 2024.

Il comprend les trois parties suivantes :

- **Compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024,**
- **Bilan au 31 décembre 2024,**
- **Annexe,**

Je vous indique que je n'ai relevé aucune particularité dans la gestion de l'association au cours de cet exercice.

Fait le 3 avril 2025

Compte de résultat – Exercice 2024



	2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION	38 760 344 €	36 213 418 €
Cotisations des Caisses Régionales	20 436 999	19 421 339
Cotisations branche professionnelle	221 970	200 094
Ventes de marchandises, biens et services	256 077	241 241
Prestations de service (refacturations)	17 218 258	15 789 316
Concours publics et subventions d'exploitation	160 576	191 473
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	128 911	145 289
Autres produits	337 554	224 665
CHARGES D'EXPLOITATION	39 272 031 €	36 189 237 €
ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES	7 460 124	6 765 223
Achats de marchandises et Variation des stocks	72 162	63 266
Autres achats et charges externes	7 387 962	6 701 958
CHARGES DE PERSONNEL	24 875 692	22 682 083
IMPÔTS ET TAXES	1 843 689	1 732 071
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	223 841	100 455
Dotations aux amortissements	23 841	25 804
Dotations aux provisions	200 000	74 651
AUTRES CHARGES DES BUDGETS ANNEXES	4 868 685	4 909 406
► RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-511 687 €	24 180 €

PRODUITS FINANCIERS	782 854 €	402 306 €
Produits des prêts accordés	-	-
Autres intérêts, produits assimilés et revenus des titres de participation	670 018	402 306
Reprises dépréciations des vmp	112 836	-
CHARGES FINANCIÈRES	- €	12 705 €
Intérêts et charges assimilées	-	-
Autres charges financières	-	-
Dotations aux dépréciations des vmp	-	12 705
► RÉSULTAT FINANCIER	782 854 €	389 601 €

PRODUITS EXCEPTIONNELS	- €	- €
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	- €	41 885 €
Sur opérations de gestion	-	41 885
Sur opérations en capital	-	-
► RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	0 €	-41 885 €
Impôt sur les bénéfices	134 619	74 417

RÉSULTAT	136 548 €	297 479 €
-----------------	------------------	------------------

Analyse du compte de résultat



Il se solde par un excédent de 136.548 € qui peut s'analyser à partir des différents soldes intermédiaires de gestion.

A- RESULTAT D'EXPLOITATION

1. CHARGES D'EXPLOITATION :	39.272.031 €
-----------------------------	--------------

a. <u>Achats de marchandises et variations de stocks :</u>	72.162 €
--	----------

Ils représentent les achats de médailles et de fournitures diverses, corrigés de la variation des stocks.

b. <u>Autres achats et charges externes :</u>	7.387.962 €
---	-------------

Ils se décomposent comme suit :

- Les achats de marchandises, de fournitures et d'autres matières premières et petits matériels ne faisant pas l'objet de stocks au sens comptable du terme (énergies, etc.).
- Les loyers et charges qui recouvrent notamment :
 - les loyers du 48 rue La Boétie versés à la SCI CAM,
 - la quote-part des charges versées au GIE GIFECAM relatives à la gestion des immeubles du 48 et du 50 rue La Boétie.
- Les charges spécifiques d'Ambition Magazine et les charges de production audiovisuelle
- Les travaux d'entretien et de réparation inhérents à l'occupation des locaux et/ou à l'utilisation des matériels.
- L'ensemble des rémunérations versées à des intermédiaires et notamment les honoraires d'études.

- Les frais de documentation.
- Les frais des intérimaires et personnels détachés.
- Les charges relatives aux déplacements, missions et réceptions.
- Les autres frais de gestion et notamment la quote-part des charges versées au GIE GEFOCAM et correspondant à la mise en commun des moyens généraux de fonctionnement.

c. Impôts et taxes : 1.843.689 €

Ce poste enregistre la taxe sur les salaires, la contribution économique et territoriale, la taxe d'apprentissage, la taxe sur la formation professionnelle continue, la taxe d'habitation, la participation de l'employeur à l'effort de construction et divers autres taxes ou impôts.

d. Charges de personnel : 24.875.692 €

Cette ligne inclut :

- Les salaires bruts et charges sociales de tous les salariés de la Fédération, y compris ceux détachés auprès d'autres entités du groupe.
- Les salaires et charges dus au titre des congés payés ainsi que l'intéressement.
- La bonification accordée par la FNCA pour le restaurant d'entreprise au bénéfice de ses salariés.

e. Dotations aux amortissements : 23.841 €

Elles représentent le montant des amortissements (hors budgets annexes) pratiqués sur les immobilisations incorporelles et corporelles.

f. Dotations aux provisions : 200.000 €

Celles-ci représentent des prestations dont la dette est probable mais dont le montant ou le recouvrement est incertain.

Elles se composent des provisions relatives aux divers risques et charges.

g. Autres charges des budgets annexes : 4.868.685 €

Sont regroupées sous cette rubrique, les charges spécifiquement affectées aux budgets annexes :

- budget RELATIONS SOCIALES,
- budget COTISATIONS ET SUBVENTIONS,
- budget CADRES DE DIRECTION.

2. PRODUITS D'EXPLOITATION :	38.760.344 €
-------------------------------------	---------------------

a. Ventes de marchandises, biens et services : 256.077 €

Il s'agit des produits de la vente des médailles, de la revue *Crédit Agricole Magazine*, des films d'assemblées générales de caisses locales et de diverses éditions.

b. Cotisations Caisses Régionales : 20.436.999 €

Est enregistrée sous cette rubrique l'intégralité des cotisations versées par les Caisses Régionales en 2024.

c. Cotisations branche professionnelle : 221.970 €

Sont enregistrées sous cette rubrique les cotisations des adhérents de la branche professionnelle qui ne sont pas membres de l'association FNCA.

d. Ventes de prestations de service : 17.218.258 €

Ce poste comprend les diverses opérations que la FNCA réalise pour le compte d'autres sociétés à qui elle répercute les coûts supportés. Sont concernées notamment les refacturations du personnel détaché sur des entités du groupe.

e. Subventions : 160.576 €

f. Reprises sur amortissements et provisions et transferts de charges : 128.911 €

Ce poste regroupe les reprises sur provisions consommées ou devenues sans objet, antérieurement constituées, ainsi que les transferts de charges.

g. Autres produits : 337.554 €

B- RESULTAT FINANCIER

1. CHARGES FINANCIERES : - €

a. Intérêts et charges assimilées : néant

Il s'agit principalement de la facturation de divers services bancaires.

b. Dotations aux dépréciations des VMP : néant

Il s'agit de la dépréciation de placements obligataires.

2. PRODUITS FINANCIERS : 782.854 €

c. Autres intérêts et produits assimilés : 670.018 €

Ces produits financiers représentent les intérêts des placements obligataires, les intérêts perçus sur le CSL, les dividendes perçus au titre des participations, ainsi que les produits de placement en DAT.

d. Produits sur cessions de VMP : néant

e. Reprise sur provisions financières : 112.836 €

C- RESULTAT EXCEPTIONNEL

1. CHARGES EXCEPTIONNELLES : - €

a. Sur opérations de gestion : néant

Ce poste représente diverses charges comptabilisées en 2024 et issues de régularisations.

b. Sur opérations en capital :

néant

Ce poste enregistre les charges liées aux opérations de cession ou mise au rebut d'actifs immobilisés.

2. PRODUITS EXCEPTIONNELS : - €

a. Sur opérations de gestion :

néant

Ce poste représente divers produits comptabilisés en 2024 et issus de régularisations.

b. Sur opérations en capital :

néant

Ce poste enregistre les produits liés aux opérations de cession d'actifs immobilisés.

D- IMPOT SUR LES SOCIETES : 134.619 €

Ce poste reprend le montant de l'impôt sur les bénéfices à 10%, 15% ou 24 % exigible sur les revenus financiers (revenus des prêts, produits sur cessions de placements hors Sicav, produits obligataires, dividendes de sociétés françaises, intérêts sur DAT etc.).

E- SYNTHESE

L'excédent de **136.548 €** pour l'exercice 2024 se décompose comme suit :

➤ Résultat d'exploitation :	-511.687 €
➤ Résultat financier :	782.854 €
➤ Résultat exceptionnel :	- €
➤ Impôt sur les Sociétés :	134.619 €

Bilan – Exercice 2024



ACTIF	2024			2023
	BRUT	AMORT-DEPR	NET	NET
▶ ACTIF IMMOBILISE	4 347 919 €	1 137 600 €	3 210 319 €	3 233 447 €
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	447 065	239 760	207 305	232 188
Logiciels	365 165	239 760	125 405	198 438
Avances et acomptes	81 900		81 900	33 750
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 032 694	891 428	1 141 266	1 154 955
Terrains	491 320	-	491 320	491 320
Constructions	736 980	127 003	609 977	628 402
Installations techniques, matériel et outillages	28 284	5 244	23 040	25 869
Matériel informatique	29 604	28 868	736	1 387
Mobilier de bureau	659 967	644 303	15 664	7 279
Autres matériels	86 539	86 011	528	698
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 868 159	6 412	1 861 748	1 846 304
Titres de participation et rattachés	1 823 985	-	1 823 985	1 823 985
Prêts et intérêts courus	6 412	6 412	-	-
Dépôts et cautionnements	37 763	-	37 763	22 319
▶ ACTIF CIRCULANT	19 040 866 €	67 337 €	18 973 529 €	18 941 737 €
STOCKS ET EN-COURS	114 112	-	114 112	132 360
Approvisionnements	114 112	-	114 112	132 360
CRÉANCES	3 755 870	-	3 755 870	3 141 108
Avances et acomptes versés	42 955	-	42 955	4 443
Créances clients et comptes rattachés	3 345 475	-	3 345 475	2 580 338
Créances fiscales et sociales	40 953	-	40 953	35 624
Autres créances	326 488	-	326 488	520 703
VMP ET DISPONIBILITES	15 170 883	67 337	15 103 546	15 668 270
Placements Sicav	-	-	-	-
Placements obligataires	2 009 669	67 337	1 942 332	1 829 496
DAT	11 013 501	-	11 013 501	11 013 058
CSL	1 979 716	-	1 979 716	2 438 202
Banque et caisse	167 998	-	167 998	387 514
▶ COMPTES DE RÉGULARISATION	206 579 €	- €	206 579 €	204 655 €
Charges constatées d'avance	206 579	-	206 579	204 655
TOTAL ACTIF	23 595 363 €	1 204 937 €	22 390 426 €	22 379 840 €

PASSIF	2024	2023
▶ FONDS PROPRES	5 099 668 €	4 963 120 €
Fonds propres sans droit de reprise	660 349	660 349
Report à nouveau	4 302 772	4 005 293
EXCEDENT DE L'EXERCICE	136 548	297 479
▶ FONDS DEDIES	941 277 €	941 277 €
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 569 536 €	4 471 018 €
▶ DETTES	11 751 390 €	11 984 924 €
DETTES FINANCIÈRES	238 893	71 747
Dépôts et garanties reçus	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	238 893	71 747
DETTES D'EXPLOITATION	11 512 498	11 913 177
Avances et acomptes reçus	866 360	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 683 291	4 624 467
Dettes fiscales et sociales	7 889 257	7 226 762
Autres dettes	73 589	61 948
▶ COMPTES DE RÉGULARISATION	28 555 €	19 500 €
Produits constatés d'avance	28 555	19 500
TOTAL PASSIF	22 390 426 €	22 379 840 €



A- ACTIF DU BILAN

Le total de l'actif net s'élève à 22.390.426 € et se décompose de la manière suivante :

- Actif immobilisé : **3.210.319 €** soit **14 %**
- Actif circulant et comptes de régularisation : **19.180.107 €** soit **86 %**

1.	ACTIF IMMOBILISE :	3.210.319 €
-----------	---------------------------	--------------------

<i>a. <u>Actifs Incorporels et Corporels</u> :</i>	1.348.571 €
---	--------------------

La variation de l'actif immobilisé, à hauteur de -38.572 € (1.348.571 € en 2024 et 1.387.143 € en 2023) se décompose principalement de la façon suivante :

- Acquisitions à hauteur de : 58.302 €
- Dotations aux amortissements à hauteur de : 96.874 €

<i>b. <u>Actifs financiers</u> :</i>	1.861.748 €
---	--------------------

Les immobilisations financières, quant à elles, représentent 58 % de l'actif immobilisé net total. Elles comprennent :

- Des dépôts de garantie à hauteur de : 37.763 €
- Des titres de participation à hauteur de : 1.823.985 €

dont :

- ✓ 7.200 titres Sci Ségur (détention 8%) à hauteur de 1.517.506 € (CA 2023 : 1.167.434 € ; résultat 2023 : 306.798 €)
- ✓ 2.010 titres Sci Cam (détention 2,11%) à hauteur de 306.423 € (CA 2023 : 3.550.466 € ; résultat 2023 : 791.621 €)

2. ACTIF CIRCULANT ET COMPTES DE REGULARISATION : 19.180.107 €**a. Stocks et en-cours : 114.112 €**

Les stocks en fin d'exercice ont augmenté par rapport à la clôture de l'exercice précédent comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Variation Stocks
STOCKS VINS	111 500	112 531	-1 031
STOCKS MEDAILLES	2 612	19 829	-17 217
Total	114 112	132 360	-18 248

b. Créances de fonctionnement : 3.755.870 €

Ces créances représentent pour l'essentiel des factures émises au cours du dernier trimestre non encore réglées au 31 décembre 2024. Elles se décomposent comme suit :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023	Variation
AVANCES ET ACOMPTES VERSES	42 955	4 443	38 512
CLIENTS - ORDINAIRES	2 708 348	2 383 588	324 761
CLIENTS - RESTAURANT	0	7 096	-7 096
CLIENTS - FACTURES A ETABLIR	236 392	191 864	44 528
CREANCES ADHERENTS	400 735	0	400 735
DEPRECIATIONS COMPTES CLIENTS	0	-2 210	2 210
CREANCES FISCALES ET SOCIALES	40 953	35 624	5 329
FOURNISSEURS AVOIR A RECEVOIR	90 536	234 059	-143 522
AVANCES D'EXPLOITATION VERSEES	192 109	193 334	-1 225
COMPTES DE MANDAT	13 225	62 074	-48 850
AUTRES COMPTES DEBITEURS	30 618	31 236	-618
Total	3 755 870	3 141 108	614 763

c. Placements et disponibilités : 15.103.546 €**➤ *Portefeuille vmp et placement trésorerie* : 14.935.549 €**

PLACEMENTS DE TRESORERIE	31/12/2024	31/12/2023	Variation
OBLIGATIONS CASA 2,30% 2016-2026 TSR	1 000 000	1 000 000	-
OBLIGATIONS CASA 1,60% 2017-2027 SNP	1 005 000	1 005 000	-
DEPRECIATIONS DES OBLIGATIONS	- 67 337	- 180 173	112 836
INTERETS COURUS SUR OBLIGATIONS COTEES	4 669	4 669	-
DAT (y compris icne)	11 013 501	11 013 058	443
CSL	1 979 716	2 438 202	- 458 486
Total	14 935 549	15 280 756	- 345 207

➤ *Disponibilités* : 167.998 €**d. Comptes de régularisation : 206.579 €**

Ce poste correspond aux charges constatées d'avance qui représentent des factures émises en 2024 relatives à l'exercice 2025.

B- PASSIF DU BILAN

1. FONDS PROPRES :	5.099.668 €
---------------------------	--------------------

- *Fonds propres sans droit de reprise :* 660.349 €
- *Report à nouveau :* 4.302.772 €
- *Excédent de l'exercice :* 136.548 €

2. FONDS DEDIES :	941.277 €
--------------------------	------------------

Ce poste est constitué du fonds dédié à hauteur de 941.277 € pour le financement des opérations à venir relatives à la mise en œuvre du Projet de Groupe.

3. PROVISIONS POUR RISQUES	4.569.536 €
-----------------------------------	--------------------

Ce poste est constitué de provisions pour risques et charges ayant fait l'objet d'une actualisation en 2024.

4. DETTES :	11.751.390 €
--------------------	---------------------

Elles se composent :

<u>Emprunts et dettes financières diverses :</u>	238.893 €
---	------------------

Ces dettes correspondent à des opérations liées au groupe TVA Crédit Agricole. La société Crédit Agricole SA étant le seul assujetti pour l'ensemble des membres du groupe TVA.

<u>Avances et acomptes reçus :</u>	866.360 €
---	------------------

Elles correspondent à des règlements d'avance de cotisations 2025.

<u>Des dettes fournisseurs et comptes rattachés :</u>	2.683.291 €
--	--------------------

Elles comprennent les dettes fournisseurs non échues au 31 décembre 2024 et les factures non parvenues.

<u>Des dettes fiscales et sociales :</u>	7.889.257 €
---	--------------------

Elles représentent des soldes de TVA, d'impôts divers et de taxes assises sur les salaires, des soldes de cotisations dues aux organismes sociaux au titre de l'exercice (MSA, CCPMA ...), et des provisions pour engagements sociaux vis-à-vis du personnel.

Des autres dettes :

73.589 €

5. COMPTES DE REGULARISATION :

28.555 €

Ce poste correspond aux produits constatés d'avance qui représentent des produits comptabilisés en 2024 relatifs à l'exercice 2025.

C- PERSPECTIVES 2025

La FNCA poursuivra en 2025 ses missions :

- de représentation et d'expression des Caisses régionales et du Groupe auprès des pouvoirs publics, des Parlements français et européens et des milieux professionnels ;
- et de chambre professionnelle au sein de laquelle se débattent les grandes orientations du groupe en matière financière, commerciale, sociale, technologique et de vie mutualiste, au service des Caisses régionales et des ambitions du Projet de Groupe ainsi que des ambitions à 10 ans des Caisses régionales.

D- EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement important ou ayant une incidence significative sur les comptes n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

E- INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

a) Dettes fournisseurs

Il est fait information que le solde des dettes fournisseurs s'élève à un montant de 900.437 € au 31 décembre 2024, se répartissant selon les dates d'échéance figurant dans le tableau ci-après.

b) Créances clients

Il est fait information que le solde des créances clients s'élève à un montant de 3.109.083 € au 31 décembre 2024, se répartissant selon les dates d'échéance suivantes :

	Article D. 441-1.-1° : Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441-1.-2° : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour * (indicatif) * factures non échues	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	102	38	9	3	3	53	78	2	0	5	2	9
Montant total des factures concernées (TTC)	530 579 €	272 802 €	36 561 €	3 285 €	57 210 €	369 858 €	2 819 172 €	145 577 €	0 €	113 228 €	31 106 €	289 912 €
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	5,85%	3,01%	0,40%	0,04%	0,63%	4,08%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)							7,38%	0,38%	0,00%	0,30%	0,08%	0,76%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	na						na					
Montant total des factures exclues (préciser : HT ou TTC)	na						na					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels :			30 j			Délais contractuels :			30j		
	Délais légaux :			30 j			Délais légaux :			30j		

F- ACTION DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Il est précisé que l'association n'a mené aucune action de recherche et développement au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

G- CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.612-5 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous précisons, qu'au cours de l'exercice écoulé, il a été fait information au Commissaire aux comptes de toute convention pouvant donner lieu à l'application de l'article L.612-5 du Code de Commerce et notamment de celle visée dans la partie « H- REGIME DE GROUPE TVA CREDIT AGRICOLE »

H- REGIME DE GROUPE TVA CREDIT AGRICOLE

La FNCA a adhéré au 1^{er} janvier 2023 au régime de Groupe TVA Crédit Agricole. A cet effet et conformément à l'article 256 C du Code général des impôts, elle a autorisé la société Crédit Agricole SA à se constituer comme seul assujetti au sens de l'article 256 A dudit Code pour l'ensemble des membres du Groupe TVA à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2023.

Une convention d'adhésion de la FNCA au Groupe TVA a été signée le 19 juillet 2023 entre Crédit Agricole S.A. et la FNCA.

Le bilan dont le total est de 22.390.426 € et le compte de résultat de l'exercice dégagent un excédent de 136.548 €.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels :

Cadre juridique et financier

Règles et méthodes comptables

Tableau des immobilisations

Tableau des amortissements

Tableau des provisions et dépréciations

Etat des échéances

Etat des charges à payer et des produits à recevoir

Etat des charges et produits constatés d'avance

Etat des filiales et participations

CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER

La FNCA est un organisme professionnel dont les objets essentiels sont :

- De définir une politique du Crédit agricole mutuel et d'étudier les moyens de la mettre en œuvre,
- De coordonner l'action des Caisses régionales,
- De défendre leurs intérêts communs,
- D'harmoniser leurs structures et leurs méthodes,
- De mettre à leur disposition des services communs.

La FNCA a également pour missions :

- La représentation et l'expression des Caisses régionales et du Groupe auprès des pouvoirs publics, des Parlements français et européens et des milieux professionnels ;
- Le rôle de chambre professionnelle au sein de laquelle se débattent les grandes orientations du groupe en matière financière, commerciale, sociale, technologique et de vie mutualiste, au service des Caisses régionales et des ambitions du Projet de Groupe ainsi que des ambitions à 10 ans des Caisses régionales.

Les principaux moyens mis en œuvre concernent :

- Les charges de personnel
- Les loyers et charges qui recouvrent notamment :
 - les loyers du 48 rue La Boétie versés à la SCI CAM,
 - la quote-part des charges versées au GIE GIFECAM relatives à la gestion des immeubles du 48 et du 50 rue La Boétie.
- Les charges de fonctionnement liées aux activités fédératives et les budgets dits « annexes » relatifs à la gestion des relations sociales au sein de la branche, aux cotisations et subventions versées et à la sélection et à la gestion des cadres de direction des Caisses régionales et entités rattachées

Evénements de l'exercice :

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, Monsieur Odet TRIQUET a été élu en qualité de nouveau Trésorier de la FNCA lors de la réunion du Bureau Fédéral du 5 décembre 2024 en remplacement de Monsieur Éric VIAL

A la date d'arrêté des comptes nous n'avons pas connaissance d'incertitudes remettant en cause la poursuite de l'exploitation de la FNCA.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'association sont établis et présentés, selon la législation en vigueur et les règles du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- ❑ continuité de l'exploitation,
- ❑ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ❑ indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels édictées par le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014. Par ailleurs le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 est appliqué.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale. Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision afin de tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- | | |
|-----------------------------|---------------|
| ❑ Logiciels : | 1 à 3 ans |
| ❑ Installations générales : | de 5 à 10 ans |
| ❑ Matériels informatiques : | 3 ans |
| ❑ Mobilier de bureau : | 10 ans |
| ❑ Autres matériels : | de 3 à 5 ans |
| ❑ Constructions : | 40 ans |

Les comptes sont établis et présentés conformément aux dispositions des règlements :

- CRC n°2002-10 : amortissement et dépréciation des actifs
- CRC n°2004-06 : définition, comptabilisation, évaluation des actifs

L'application de ces dispositions n'a pas eu d'impact sur les comptes.

2. Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

3. Titres de participation et filiales

Les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'achat pour le prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée lorsque l'estimation à la valeur d'inventaire fait apparaître une perte de valeur probable.

4. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur prix d'acquisition. Elles font l'objet d'une provision lorsque leur valeur de réalisation est inférieure à la valeur nette comptable.

Le prix de revient des titres cédés est calculé suivant le mode « FIFO – PEPS » (premier entré, premier sorti).

5. Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

6. Produits et charges exceptionnels

Le cycle exceptionnel tient compte à la fois des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel.

7. Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	660 349	-	-	-	660 349
Report à nouveau	4 005 293	297 479	-	-	4 302 772
Excédent de l'exercice	297 479	- 297 479	136 548	-	136 548
Total	4 963 120	-	136 548	-	5 099 668

8. Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDES	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	Transferts	A la clôture de l'exercice
Subventions d'exploitation	-	-	-	-	-
Contributions financières d'autres organismes	941 277	-	-	-	941 277
Ressources liées à la générosité du public	-	-	-	-	-
Total	941 277	-	-	-	941 277

Les fonds dédiés enregistrent au passif, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par les caisses régionales à des projets définis qui n'ont pas encore été utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le projet défini est constitué par l'ensemble des moyens affectés par l'association à la réalisation de son projet. Le coût de l'action peut être constitué de charges directes mais aussi de certaine/s charges de fonctionnement entrant dans la mise en œuvre du projet (*exemple* : frais de personnels, q/p de frais de gestion, q/p des frais de tenue de la comptabilité, locaux affectés à l'action, etc.)

9. Passifs sociaux

Le montant de l'engagement (dette actuarielle) au 31 décembre 2024 relatif aux indemnités de fin de carrière s'élève à 941.888 €. L'actualisation de cet engagement est comptabilisée en 2024 en provision pour risques et charges, après prise en compte, le cas échéant, des fonds versés auprès d'un organisme spécialisé. Le taux d'actualisation retenu est le taux iBOXX Corporate AA 10+ qui est au 31 décembre 2024 de 3,38 % (contre 3,17 % au 31 décembre 2023).

Par ailleurs, l'engagement au 31 décembre 2024 au titre de la retraite des cadres de direction est intégralement couvert auprès d'un organisme spécialisé.

10. Effectif moyen en 2024

L'effectif moyen employé par la FNCA en 2024 s'élève à 134,8 salariés.

11. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation reçues sont essentiellement constituées d'une subvention versée par l'AGFPN, association paritaire dirigée par les Partenaires sociaux.

12. Régime du Groupe TVA

La FNCA a adhéré au 1^{er} janvier 2023 au régime de Groupe TVA Crédit Agricole. A cet effet et conformément à l'article 256 C du Code général des impôts, elle a autorisé la société Crédit Agricole SA à se constituer comme seul assujetti au sens de l'article 256 A dudit Code pour l'ensemble des membres du Groupe TVA à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2023.

L'appartenance de la FNCA au régime de Groupe de TVA a généré une dotation nette au fonds de péréquation d'un montant de 10.806 € au titre de l'exercice 2024, à laquelle se déduit un ajustement de reprise nette au fonds de péréquation au titre de 2023 de 13.670 €. Au total, la FNCA bénéficie d'un produit net au fond de péréquation de 2.863 € sur l'exercice 2024.

Par ailleurs, la régularisation du prorata de TVA définitif du Groupe TVA (qui s'élève à 51% au lieu de 43% - taux provisoire) a entraîné la comptabilisation d'un produit de 12.544 €.

13. Montant total des honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes en 2024 s'élève à 41.828 euros TTC dont 10.920 euros TTC au titre de services autres que la certification des comptes.

14. Evénements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice

Aucun événement important ou ayant une incidence significative sur les comptes n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

2024				
	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
► IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	421 705 €	48 150 €	22 790 €	447 065 €
Logiciels	387 955	-	22 790	365 165
Autres immobilisations incorporelles	33 750	48 150	-	81 900
► IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 026 291 €	10 152 €	3 749 €	2 032 694 €
Terrains	491 320	-	-	491 320
Constructions sur sol propre	736 980	-	-	736 980
Installations techniques, matériel et outillages	28 284	-	-	28 284
Matériel informatique	30 316	-	711	29 604
Mobilier de bureau	649 815	10 152	-	659 967
Autres matériels	89 577	-	3 038	86 539
► IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 852 716 €	17 276 €	1 833 €	1 868 159 €
Participations évaluées par mise en équivalence	-	-	-	-
Autres participations	1 823 985	1	1	1 823 984,74
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	6 412	-	-	6 411,61
Dépôts et cautionnements	22 319	17 275	1 832	37 763,08
TOTAL GÉNÉRAL	4 300 712 €	75 579 €	28 372 €	4 347 919 €

2024				
SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
	Amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montants des amortissements en fin d'exercice
► IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	1 060 854 €	96 874 €	26 539 €	1 131 188 €
Autres immobilisations incorporelles	189 517	73 033 ⁽¹⁾	22 790	239 760
Immobilisations corporelles	871 336	23 841	3 749	891 428
Constructions sur sol propre	108 578	18 425		127 003
Installations techniques, matériel et outillages	2 415	2 828		5 244
Matériel informatique	28 929	651	711	28 868
Mobiliier de bureau	642 535	1 767		644 303
Autres matériels	88 879	170	3 038	86 011
(1) dont 73.033 € au titre des charges des budgets annexes				

VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
► IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	96 874 €	- €	- €
Autres immobilisations incorporelles	73 033	-	-
Immobilisations corporelles	23 841	-	-
Constructions sur sol propre	18 425	-	-
Installations techniques, matériels et outillages	2 828	-	-
Matériel informatique	651	-	-
Mobiliier de bureau	1 767	-	-
Autres matériels	170	-	-

MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES		
	Dotations	Reprises
► IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	- €	- €
Autres immobilisations incorporelles	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Constructions sur sol propre	-	-
Installations techniques, matériels et outillages	-	-
Matériel informatique	-	-
Mobiliier de bureau	-	-
Autres matériels	-	-
Autres immobilisations	-	-

	2024			
	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
► PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	- €	- €	- €	- €
Provisions pour investissement	-	-	-	-
Provisions pour hausse des prix	-	-	-	-
Provisions pour fluctuation des cours	-	-	-	-
Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
Autres provisions réglementées	-	-	-	-
► PROVISIONS	4 471 018 €	200 000 €	101 482 €	4 569 536 €
Provisions pour litiges	800 000	200 000	-	1 000 000
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marché à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour engagements de retraite et médailles du travail	227 528	-	101 482	126 046
Provisions pour charges fiscales et sociales sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	3 443 490	-	-	3 443 490
► DÉPRÉCIATIONS	188 794 €	- €	115 045 €	73 749 €
Des immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Des immobilisations corporelles	-	-	-	-
Des titres mis en équivalence	-	-	-	-
Des titres de participations	-	-	-	-
Des autres immobilisations financières	6 412	-	-	6 412
Des stocks et en cours	-	-	-	-
Des comptes clients	2 210	-	2 210	-
Des valeurs mobilières de placement	180 173	-	112 836	67 337
TOTAL GÉNÉRAL	4 659 812 €	200 000 €	216 527 €	4 643 285 €

2024

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
▶ ÉTAT DES CRÉANCES	3 963 669 €	3 963 669 €	- €
De l'actif immobilisé	44 175	44 175	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts (1) (2)	6 412	6 412	-
Autres immobilisations financières	37 763	37 763	-
De l'actif circulant	3 712 916	3 712 916	-
Clients douteux ou litigieux	-	-	-
Autres créances clients	3 345 475	3 345 475	-
Créances représentatives des titres prêtés	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	2 400	2 400	-
Organismes sociaux	-	-	-
État -CICE	-	-	-
État - TVA	10 053	10 053	-
État - AUTRES	28 500	28 500	-
Groupe et associés (2)	-	-	-
Débiteurs divers	326 488	326 488	-
Charges constatées d'avance	206 579	206 579	-
RENVOIS			
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-		
(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice	-		
(2) Prêts et avances consentis aux associés	-		

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
▶ ÉTAT DES DETTES	10 913 585 €	10 913 585 €	- €	- €
Emprunts obligataires convertibles (1)	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières diverses (1) et (2)	238 893	238 893	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	2 683 291	2 683 291	-	-
Personnel et comptes rattachés	3 278 000	3 278 000	-	-
Organismes sociaux	3 902 594	3 902 594	-	-
État - Impôt sur les bénéfices	134 619	134 619	-	-
État - TVA	2 502	2 502	-	-
État - Autres impôts et versements assimilés	571 542	571 542	-	-
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-
Groupe et associés (2)	-	-	-	-
Autres dettes	73 589	73 589	-	-
Produits constatés d'avance	28 555	28 555	-	-
RENVOIS				
(1) Emprunts souscrits au cours de l'exercice			-	
(1) Emprunts remboursés au cours de l'exercice			-	
(2) Emprunts et dettes contractées après des associés personnes physiques			-	

2024

► MONTANT DES CHARGES A PAYER et DES AVOIRS A ÉTABLIR inclus dans les postes suivants du bilan	6 849 197 €
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 782 855
Dettes fiscales	2 502
Dettes sociales	4 990 251
Autres dettes	73 589

Produits à recevoir
au 31 décembre 2024

2024

► MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR et DES AVOIRS A RECEVOIR inclus dans les postes suivants du bilan	369 660 €
Autres immobilisations financières	-
Créances clients	236 392
Créances adhérents	-
Créances fiscales	283
Créances sociales	-
Autres créances	114 815
Valeurs mobilières de placement	18 170

Charges et Produits constatés d'avance
au 31 décembre 2024

2024

► MONTANT DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	28 555 €
Produits d'exploitation	28 555
► MONTANT DES CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	206 579 €
Charges d'exploitation	206 579

2024									
Capital		Capitaux propres autre que le capital du dernier exercice clos	% de détention	Valeur comptable des titres détenus		Chiffre d'affaires HT du dernier exercice clos ou PNB	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	
				Brute	Nette				
► FILIALES ET PARTICIPATIONS				P < 10 %					
SCI SEGUR	399 077 601 RCS PARIS	13 770 000	1 862 628	8,00%	1 517 506 €	1 517 506 €	1 167 434	306 798	-
SCI CAM	318 070 513 RCS PARIS	14 563 305	30 712 031	2,11%	306 423 €	306 423 €	3 550 466	791 621	-
CAISSE LOCALE ILE DE FRANCE	*** cession le 08/07/2022	NC	NC	20 titres	30 €	30 €	NC	NC	1
CREDIT AGRICOLE HOME LOAN SFH	437 667 371 RCS NANTERRE	NC	NC	1 titre	10 €	10 €	NC	NC	-
SGFGAS	390 818 235 RCS PARIS	NC	NC	1 titre	15 €	15 €	NC	NC	-
TOTAL					1 823 985 €	1 823 985 €			1 €

► FILIALES ET PARTICIPATIONS				10 % < P < 33 %					
TOTAL					- €	- €			

► FILIALES ET PARTICIPATIONS				P > 33 %					
TOTAL					- €	- €			

TOTAL GÉNÉRAL					1 823 985 €	1 823 985 €				1 €
---------------	--	--	--	--	-------------	-------------	--	--	--	-----

Rapports du Commissaire aux comptes



Rapport sur les comptes annuels

Rapport Spécial



FEDERATION NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE

Siège social : 48, rue La Boétie – 75008 Paris
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Paris

26, rue Cambacérès

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

www.rsmfrance.fr

FEDERATION NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE

Siège social : 48, rue La Boétie – 75008 Paris

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de la FEDERATION NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de Commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 avril 2025
Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Cyril GABAY
Le 03/04/25

ID: tx_kLLGv9037xYM

Signed with
Universign

Cyrille GABAY

Associé



FEDERATION NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE

Siège social : 48, rue La Boétie – 75008 Paris
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Paris

26, rue Cambacérés

75 008 Paris

France

Tél. : +33 (0) 1 47 63 67 00

Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

FEDERATION NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE

Siège social : 48, rue La Boétie – 75008 Paris

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de la FEDERATION NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 3 avril 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Cyrille Gabay
Le 03/04/25

ID: tx_kLLGv9037xYM

Signed with
Universign

Cyrille GABAY

Associé

Projet de résolutions



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA FNCA

DU 17 AVRIL 2025

PREMIÈRE RÉOLUTION *(Approbation des comptes annuels de l'exercice 2024)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance :

- ☐ du rapport financier de l'exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024,
 - ☐ du bilan, du compte de résultat clôturé à la date du 31 décembre 2024,
 - ☐ du rapport sur les comptes annuels du Commissaire aux Comptes,
- approuve lesdits rapports et ratifie en tant que de besoin les opérations décrites dans ces rapports ou traduites dans ces comptes,
 - approuve le bilan et le compte de résultat de l'exercice 2024,
 - donne quitus au Président, au Trésorier, aux membres du Bureau Fédéral et au Commissaire aux comptes de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

DEUXIÈME RÉOLUTION *(Approbation des conventions visées à l'article L.612-5 du Code de commerce)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les opérations visées par l'article L.612-5 du Code de commerce, décide d'approuver ce rapport dans tous ses termes.

TROISIÈME RÉOLUTION *(Affectation de l'excédent)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter l'excédent de 136.547,73 € tel que ressortant au compte de résultat synthétisant l'ensemble des opérations survenues tous secteurs et tous budgets confondus, au poste « Report à nouveau ».

QUATRIÈME RÉOLUTION *(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)*

L'Assemblée générale ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire du procès-verbal pour accomplir toutes les formalités requises par la loi.